

P.

V. A.

*Légation de Suisse*  
*en*  
*France*

Paris, le 13 avril 1953.

Lettre politique No 25

ConfidentielProblèmes russe et chinois

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Ministère des Affaires étrangères vient de recevoir à quelques jours d'intervalle deux rapports de son Ambassadeur à Moscou. De façon quelque peu incertaine d'abord, affirmant avec certitude ensuite, M. Joxe rapporte que Malenkov n'est plus qu'un paravent et que le vrai pouvoir est détenu en Russie par l'armée, c'est-à-dire par Boulganine et notamment Joukov. Il serait, bien entendu, possible que soit Malenkov, soit Béria restent pendant des années et pour la forme chef du Gouvernement, mais sans que cela change quoi que ce soit à leur influence réelle.

M. Joxe rapporte, d'après mes informations, qu'il est possible de nouveau d'avoir des contacts avec des fonctionnaires russes et de recueillir des confidences. D'après lui, l'ennemi principal de la Russie serait, dans les yeux de l'armée, non pas les Etats-Unis d'Amérique, mais la Chine, ceci parce que le conflit avec les Etats-Unis pourrait en toute probabilité être évité par la Russie, tandis que celui avec la Chine serait inévitable. A Moscou aussi, on serait convaincu de l'exactitude du renseignement que je vous ai transmis le 12 mars dernier, provenant de M. Yoshida, selon lequel la Chine cherche à conquérir en premier lieu les Indes, puis le sud-est asiatique et finalement la Sibérie.

Toujours d'après M. Joxe, la politique extérieure de l'armée ne serait pas encore définitivement fixée. Si vraiment la situation est telle qu'elle vient d'être décrite, la Russie se trouverait en effet devant le même dilemme que Hitler en 1937-1938 : faut-il d'abord abattre l'Ouest pour avoir les mains libres à l'Est, ou peut-on avoir assez de

Monsieur le Conseiller fédéral  
Max P e t i t p i e r r e ,  
Chef du Département Politique fédéral,  
B e r n e .

confiance en l'Ouest pour s'engager avec l'ennemi principal, celui de l'Est, directement ? M. Joxe en tire la conclusion qu'il faudra être extrêmement prudent. Il relève comme condition sine qua non d'une entente et d'une paix avec la Russie la non-ratification du traité sur l'armée européenne et la renonciation à des soulèvements dans les pays satellites. Du reste, cela ne semblerait pas exclure une entente préalable sur l'Albanie par exemple, mais toute action lancée à l'insu et sans l'approbation tacite des Russes pourrait, d'après l'Ambassadeur de France à Moscou, amener les dirigeants actuels à faire table rase dans l'Europe de l'Ouest.

Un de mes collaborateurs s'est entretenu de ces problèmes avec un spécialiste des questions russes dont vous avez apprécié plusieurs travaux. Ce spécialiste est infiniment plus prudent. Il ne nie nullement la possibilité de tout ce qui vient d'être mentionné, mais il ne voit pas les faits concrets et précis qui lui permettent d'affirmer que tel est le cas. Ce qu'il a vu, c'est une baisse très nette de Malenkov qui, entre la mort de Staline et le congrès du parti, était mis en vedette par la presse russe presque à la façon de son prédécesseur pour en disparaître quasi totalement depuis le congrès.

En ce qui concerne la Chine, je puis vous dire que M. Pechkoff, ancien Ambassadeur de France au Japon, confirme entièrement les renseignements donnés ci-dessus. Lui aussi est convaincu que Mao Tsé-toung et ses collaborateurs ne considèrent l'idéologie communiste que comme un outil et qu'ils cherchent uniquement la domination de l'Asie avec les trois étapes connues. M. Pechkoff aussi est très pessimiste sur l'évolution interne du Japon qui serait très sérieusement miné par le communisme.

J'ajoute que la Secrétairerie d'Etat du Vatican est, selon les renseignements qui me parviennent, en possession d'un rapport de l'évêque de Tien-Tsin. D'après cet homme d'église, Chinois lui-même, la réforme agraire actuellement en cours diminuerait forcément la production de vivres. Le Gouvernement communiste estimerait que pendant des années, il ne serait pas possible de nourrir plus de 360 millions d'habitants sur les 400 que compte le pays. Mieux vaudrait, dans ces circonstances, dans l'esprit de Mao Tsé-toung, faire tuer les hommes superflus en procédant à des conquêtes plutôt que de les laisser crever inutilement dans le pays.

- 3 -

Le Gouvernement anglais semble décidé, d'après les renseignements qu'un de mes informateurs vient de puiser auprès du secrétaire particulier de Churchill, à procéder avec la plus grande prudence. Il voudrait éviter, semble-t-il, de répéter la faute de la dernière guerre où les alliés ont abattu l'Allemagne pour faire sortir un ennemi bien plus puissant à l'Est. Cette fois-ci, il s'agirait de ne pas rendre aux Chinois le service dont profita Staline, mais d'opérer avec la plus grande souplesse et de donner tous apaisements nécessaires aux Russes afin que, sentant leurs arrières assurés, ils puissent se concentrer sur le problème chinois. Le fait qu'une détente permettrait la reprise sérieuse du commerce est-ouest ne peut que faciliter cette décision. Les Anglais semblent nourrir quelque appréhension du côté des Etats-Unis dont la politique étrangère pourrait ne pas avoir la liberté de mouvement nécessaire déjà dans les circonstances actuelles et surtout si une crise économique devait résulter de l'arrêt du réarmement. C'est du reste pour freiner les entreprises trop risquées de la Chine nationaliste, guidées par les Etats-Unis, que les Anglais auraient encouragé la plainte adressée par la Birmanie contre la Chine nationaliste qui maintient des troupes en Birmanie du nord.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

*Sabis*